



ASIE/MALAISIE - Approbation de l'Eglise en ce qui concerne l'institution d'une Commission pour la vérité et la réconciliation

Kuala Lumpur (Agence Fides) – L'Eglise malaisienne apprécie l'institution d'une « Commission pour la vérité et la réconciliation » chargée d'examiner les questions telles que la corruption et la discrimination existant dans le pays. Ainsi que l'ont indiqué à Fides des sources au sein de l'Eglise locale, la proposition a été lancée par le mouvement pour la transparence Bersih qui, depuis l'an dernier, promeut une vaste campagne au sein de la société civile malaisienne afin de demander la transparence du processus électoral (voir Fides 28/04/2012). S.Exc. Mgr Paul Tan Chee Ing, Evêque de Melaka-Johor et Président de la Conférence épiscopale, a exprimé son soutien à l'idée de la Commission qui, selon le Président du mouvement Bersih, devrait s'occuper d'enquêter sur les rapports existant entre les différentes composantes ethniques et religieuses de la société malaisienne. « L'actuel gouvernement en effet discrimine ceux qui ne professent pas l'islam » a déclaré Ambiga Sreenevasan, Président de Bersih, évoquant l'urgence d'une réconciliation nationale.

Dans une note envoyée à Fides, Mgr Paul Tan déclare soutenir la proposition de Bersih parce qu'elle « ne prend partie en faveur d'aucun bloc politique ». L'Evêque d'attarde en particulier sur la liberté religieuse, en remarquant les liens avec la vérité qui « provient de la dignité de tout être humain ». « Tout homme naît avec un élan intrinsèque qui le porte vers la liberté et à la recherche de la vérité qui devrait en dernier ressort, le porter à aimer » explique l'Evêque. « Mais pour atteindre la vraie liberté, il est nécessaire de retirer tous les obstacles tels que les préjugés, les opinions perverses, la haine, la colère, l'avidité qui porte à la corruption. Ceci signifie que la réconciliation avec les autres est un pré-requis pour parvenir à la vraie liberté ». C'est pourquoi, conclut l'Evêque, toute la société malaisienne devrait appuyer une Commission de ce genre parce qu'elle « touche la nature fondamentale de tout être humain ».

S'agissant du problème des discriminations envers les citoyens non musulmans, soulevé plusieurs fois par le Malaysian Consultative Council of Buddhism, Christianity, Hinduism, Sikhism and Taoism (MCCBCHST), Mgr Tan cite quelques exemples : la très grande difficulté pour obtenir l'approbation relative à la construction d'une église ou d'un temple, le manque de lieux de sépulture pour les non musulmans, les conversions forcées à l'islam ». Il demande par ailleurs à ce que le gouvernement s'engage « à remédier à cette discrimination ». (PA) (Agence Fides 26/06/2012)